

DÉCLARATION DE L'UGTG

A PROPOS DES ELECTIONS RÉGIONALES DES 14 ET 21 MARS 2010



On sèl manjé kochon...

TRAVAYÈ, PÈP GWADLOUP,

Bousculés et dérangés par la vaillante mobilisation LKP de l'année 2009, obligés de revoir leur **"plan de relance"**, leur **LOPOM**, leur **Stracom** et leur **Agora 2030**, autant de dispositifs destinés à leur assurer la pérennité de leur rente, de leurs privilèges et profits exorbitants, SARKOZY et sa représentation élue et patronale locale, tentent à l'occasion du renouvellement du mandat des Conseillers Régionaux, de nous piéger et de nous diviser à nouveau.

RMI, Allocation Parent Isolé, contrats aidés, chômage massif organisé, lespwa a mal papay distillé, ses États Généraux, ses pawol makakri du 26 novembre 2009, la répression à l'encontre de militants syndicalistes et des dirigeants de l'UGTG et du LKP ne suffisant pas pour nous endormir, nous faire taire et nous mettre à genoux devant la pwofitasyon, ils sortent maintenant leur arme fatale, véritable **Kabouya ...les Elections. Des élections en système colonial destinées à donner l'illusion au Peuple de décider de quelque chose.**

Et voilà, sortant de partout, débouchant de nulle part, jaillissant de toute part et de tous les trous, des "compétents", ami d'hier, ennemi aujourd'hui et plis lènmi dèmen, se présentent à nous, s'invectivent, vocifèrent, piaillent, braillent à longueur d'antenne **"voté pou mwen...j'aime la Gwadeloup"**.

Subitement, disponibilités, compétences, maîtrise de tous les sujets apparaissent comme par magie et de nous promettre un monde meilleur : sans chômage, sans échec scolaire, sans chlordécone, sans cancer, sans huissier, sans licenciement...et patiti et patata ; ay kwè yo po yo kriyéw Kwata. Des travaux sont engagés en tout lankonniy, des subventions sont versées aux associations, aux entreprises de copains d'hier et de demain... **Lajan déwò kon kann !**

Zyé dan zyé...kè dan kè, yo la yenki pou nou !!

Comme des zombies, ils découvrent la pwofitasyon que d'ailleurs disent-ils, ils n'ont jamais cessé de dénoncer mais...**yo paté ka kouté yo.**

Ils redécouvrent que la Gwadeloupe qu'ils ont laissée, depuis la dernière campagne électorale, est encore antôtyé.

Ils déclarent qu'ils ont tous marché avec le LKP, tous chanté "La Gwadeloupe sé tan nou", tous arboré le tee-shirt LKP, et qu'ils sont de ceux qui bougent pour changer la vie anti péyi annou la sa.

Pourtant, pour changer la vie en Guadeloupe, pour changer la vie qui nous est imposée, ne suffit-il pas SIMPLEMENT de se mettre au service du Peuple Guadeloupéen pour exiger de SARKOZY, du MEDEF, de Penchard, de Lurel et de Gillot le respect des Accords BINO du 26 février 2009 et de l'Accord Général du 04 mars 2009 ?

Pourquoi faire semblant de présenter des programmes électoraux vides et désincarnés alors que les revendications posées par les masses en mouvement et le Peuple de Guadeloupe, pendant 44 jours, constituent dans leur globalité, par leur diversité et leur pertinence un vrai projet de société ?

Pourtant, avec l'application pleine et entière des Accords BINO et de l'Accord du 04 mars nous disposerions d'un programme de gouvernance, d'administration et d'actions politiques en faveur des malérés, des chômeurs, des handicapés et des personnes âgées, d'un projet politique pour l'aménagement du territoire, la valorisation de notre culture et de notre patrimoine, d'un dispositif économique en faveur des entrepreneurs et créateurs Gwadeloup, capable de garantir la formation, la réussite scolaire et professionnelle pour nos jeunes et également de placer nos compétences gwadeloupéennes aux commandes.

Manti a mantè !

Seulement, c'est mal connaître nos boug é bougrès politisyen gwadeloup. **Leur devise** : ne rien faire, ne rien dire, ne rien entreprendre qui dérangerait l'ordre "républicain" et l'ordre des pwofitan, sinon ils risqueraient d'être taxés de séparatistes, d'aventuriers.



Ils sont donc experts en consensus, en compromis, et en compromissions. Ils sont garants de la stabilité des institutions qui leur procurent d'ailleurs bien des avantages.

Selon eux, revendiquer l'application des engagements de l'Etat, des patrons et des collectivités consiste à se placer à la traine du mouvement social et de la rue. Pourtant, c'est cette même rue, celle où s'exprime le Peuple, qu'ils arpentent **kon lawa a gran tété sé joulasa**, pour espérer recueillir quelques voix.

Ils cherchent ainsi à obtenir la voix du Peuple sans avoir à entendre les revendications, la souffrance et les espoirs du Peuple.

Ils rêvent d'un Peuple, qui voterait par dizaines de milliers de voix, sans avoir à faire entendre sa voix.

Ils doivent, selon eux, en garder distance car si la légitimité des urnes se mêle à la légitimité de la rue, cela risque de faire désordre, de les dé-

choir de leurs privilèges. Alors ils ne sont ni de droite, ni de gauche, ils sont incolores, inodores et sans saveur ; ils ont un seul programme, un seul projet, une seule vision : **“j’aime la Guadeloupe”**.

Seulement, la Gwadeloup qu’ils se disent aimer n’est pas la même Gwadeloup que NOU !

Bernard HAYOT et Willy ANGELE aiment la Guadeloupe pour les privilèges et richesses qu’ils peuvent en tirer, les politiciens aiment la Guadeloupe pour les mandats qu’ils y occupent, SARKOZY aime la Guadeloupe pour le rayonnement de la France dans le monde.

Bien évidemment, il ferait meilleur vivre dans une Guadeloupe sans contestation sociale, sans dénonciation de leur système de pwofitasyon.

Dèyè lizolwa pa ka fè nwè !!

Travayè, Pèp Gwadeloup, nous nous devons de comprendre les véritables enjeux de cette consultation des 14 et 21 mars prochain, pou kanna pa pwan nou pou rim !

1°) Il s’agira pour les politiciens de se refaire une “virginité politique” et de tenter de réinstaller la primauté du mandat électoral sur la volonté populaire ;

2°) Parallèlement, SARKOZY entend se recomposer une majorité électorale, en vue des élections de 2011, 2012 et de 2014, les Cantonales, les Présidentielles et l’Assemblée Unique. Il reprend ainsi la main perdue avec le LKP, il accorde à Man PEN-CHARD une légitimité électorale, minimum politique pour une ministre de la République, et confirme aux postes de commande des alliés qui lui permettront d’exécuter ses basses œuvres, ses plans antisociaux ;

3°) SARKOZY crée ainsi les conditions politiques pour la mise en œuvre de sa réforme des Collectivités Locales : supprimer la Région et le Département et créer une nouvelle Collectivité, l’Assemblée Unique, qui détiendra les compétences des deux anciennes Collectivités.

Avec cette Collectivité Unique de l’article 73, il obtient la réduction du nombre des élus (81 à 41) la réduction du nombre de fonctionnaires qui y sont employés, la fusion des services, la réduction des dépenses de l’Etat et enfin l’autonomie financière de la Collectivité selon le principe que chaque Collectivité devra **financer elle-même** les dépenses induites par les compétences qui lui sont propres.

Quand on sait l’incapacité de nos élus à concevoir et à développer des politiques authentiques, et non-spécifiques, des projets structurants, novateurs, respectueux de l’Intérêt Collectif et de l’intérêt des générations futures et non des projets vus ailleurs, venus d’ailleurs ou des projets de “rat-trapage de retard”, quand on connaît leur constante quête d’alignement avec la « Métropole » pour se prémunir de toute revendication autonomistes ou indépendantiste, quand on sait la facilité avec laquelle ils accordent aux privés et aux pwofitan tout ce qu’ils quémangent au nom de l’emploi et du développement économique, et ce, sans aucun contrôle, sans aucun bilan d’impact, quand on sait le train de vie qu’ils mènent avec tous les impôts, taxes et contributions qu’ils prélèvent, quand on sait que l’essentiel de leur budget est financé par la consommation de produits et services importés...Pwofitasyon poko fini . **Par exemple, sur un budget annuel de 300 millions d’euros, la Région est financée à hauteur de 130 millions d’euros par les taxes sur la consommation, dont 58 millions par la taxe perçue sur la vente des carburants.**

Autre exemple, la Région dépense en 2008, 36 millions d’euros pour les routes et seulement 12 millions d’euros pour la Formation Professionnelle Édifiant !!

4°) An menm balan la SARKOZY espère enterrer tant la question coloniale et notre droit à l’autodétermination, que la question de l’évolution statutaire.

Avec ses consultations populaires des 10 et 24 Janvier 2010 en Martinique et en Guyane, ses colonies lui offrent des territoires d’expérimentation des réformes administratives qu’il envisage



d'élargir à l'ensemble de la France en 2014 (Rapport Balladur).

Les Martiniquais, Guyanais ont fini par se rendre compte qu'il ne pouvait y avoir de débat ni d'opposition entre les soixante-treizistes et soixante-quatorzistes ; les élus ne pouvaient que se rendre à la volonté politique et administrative de SARKOZY : l'Assemblée Unique avec tous les habillages, habilitations ou spécialités possibles, autorisés et imposés par la Constitution Française.

Finalement, l'empire colonial français se reconstitue et se solidifie ; **"73 renforcé"** ou **"73 simple"** ou **"74"**, nou maré an menm pikèt la, le compte est bon...Vive Schœlcher ! Vive la France ! Bal fini vyolon an sak.

5°) SARKOZY tente d'effacer de notre mémoire collective, de notre conscience, le liyannaj que nous avons levé et déployé depuis déjà 1 an.

Cette exceptionnelle et efficace autorité, ce nouveau pouvoir a réussi tous ces rendez-vous :

- Kolé tèt, expériences et compétences de 48 organisations de parcours et d'horizons diverses ;
- Rassembler et faire déboulé pendant plusieurs mois plus de 250.000 Gwadeloupéyen de toute origine sociale et ethnique, de toute culture et de tous âges, fiers de revendiquer "La Gwadeloup sé tan nou" ;
- Ebranlé l'empire colonial fwansé, et imposé au pouvoir colonial la révision de ses politiques, jusque là menées en toute impunité.

En clair, cette élection arrive comme une bouée de sauvetage pour SARKOZY et ses zouaves.

6°) Pour réussir son plan, SARKOZY et la classe politique ont besoin de notre caution. Un sondage, jusqu'à ce jour tenu secret, affirme que l'abstention sera massive. Alors tous ils misent sur la "tradition" qui fait du

vote un devoir citoyen. **Fô mwen ay voté !**

Émarger sa carte et voter seraient la reconnaissance de notre qualité de "citoyen responsable".

Seulement, si nous sommes des citoyens pour voter et payer des impôts, pourquoi ne sommes-nous pas aussi citoyens pour travailler, vivre et élever nos enfants décemment, occuper des postes à responsabilité tout koté ?

N'est-ce pas aussi citoyen de dénoncer le cirque électoral dans lequel ils veulent nous produire et nous faire faire des jèsmakak ? **Nou pa makak a pon moun.**

Nou pa kalé dansé an bal a makak !

Cette campagne électorale scandaleuse, est d'autant plus inacceptable que tous les candidats savent **que le mandat qu'ils briguent aujourd'hui sera limité à 4 ans, le temps pour SARKOZY d'organiser son référendum et de faire élire son Assemblée Unique.**

Le programme que tous ils nous présentent, ils ne pourront jamais le réaliser car ils seront trop occupés à préparer les prochaines campagnes électorales, d'autant que les places seront limitées.

Qu'ont-ils d'ailleurs fait des 18 mois de réflexion réclamés par le **Congrès du 24 juin 2009** pour consulter le Peuple et se prononcer sur le "degré d'autonomie" et les nouvelles compétences ou adaptations qu'ils pourraient exiger au Gouvernement Français ?

Pourquoi maintenant veulent-ils nous associer à cette mascarade ?

A l'évidence, ce nouveau rendez-vous électoral ne nous concerne pas. Il s'agit, ni plus ni moins d'un kabouya que les bwa-bwa organisent régulièrement pou yo rété... élu.

Nous savons tous qu'une fois ceints de leur écharpe bleu-blanc-rouge, une fois installés sur

leur strapontin dans l'hémicycle, ils ne sont prêts qu'à servir leur maître : l'argent et le pouvoir. Ils renient leurs promesses et leur programme, au nom du réalisme politique et piétinent le mandat que les citoyens électeurs leur ont confié.

Qu'ont-ils fait de celui qui leur avait été confié hier...? "Nous avons beaucoup, beaucoup, beaucoup travaillé..."

Assises sur l'environnement, Assises sur la formation, Assises sur le tourisme, Assises sur les terres agricoles et de la mangrove, Assises sur les chiens



errants... Salon de l'Etudiant, Salon de la Personne Agée, Salon du Parent Isolé, Salon du Parent d'Elève, Salon du Salon... Ordinateurs portables gratuits, Clé USB gratuite, Unité gratuite... Concert et Festival gratuits, déjeuners champêtre... Route du Rhum à haut débit, Câble à haut débit sans débit..., Ronds-points, ponts et la rivière viendra après ... Ecole de la première chance, Ecole de la deuxième chance, Ecole de la troisième chance... pour finalement se rendre compte que la Guadeloupe n'a pas de chance... **la Guadeloupe n'a jamais été pour tous !**

Ola yo té yé quand, par dizaines de milliers dans la rue, nous réclamions justice, dignité, respect, travail et partage des richesses collectivement produites.

Pourquoi a-t-il fallu que la Gwadeloup soit bloquée

pour qu'ils entendent que l'exercice qu'ils font de notre mandat est contraire à nos intérêts ? **Nous avons essayé le 07 mai 2009 d'obtenir des réponses** à cette interpellation, dans un exercice limpide de démocratie directe... **yo kouri kaché é pléré an jip a léta.**
Alè i two ta !!

Sé Kilen, kilot ki fè sa !

A écouter les politiciens en campagne, **yo tout blan kon koton...Yo tout sòti rivé !**

MAN PENCHARD par exemple, la femme èskandalèz, est camouflée à l'aise derrière Blaise pensant que personne ne va la reconnaître. Subitement, elle n'est pas la Ministre des Colonies qui soutient TOTAL, elle n'est pas non plus celle qui refuse l'application de l'Accord Jacques BINO... Elle n'est pas bon moun a Willy, ni bon moun a Colette, ni bon moun a Vion é Vial Collet ?
I jis ka dépalé tèlman i enmé nou.
Kannaval ka fè zafè ; mas dèwò an plen karèm.

Elle n'est pas du tout du quartier...Sòti rivé.

Finalement, ni leur politique en faveur principalement des nantis, de ceux qui disposent de filon, d'un travail, de l'argent, et de toutes les reconnaissances, ni leur défiscalisation, ni les milliards de subventions et d'exonérations accordées aux hôteliers, aux bananiers, aux békés de l'import-distribution ne sont la cause des maux qui nous excluent de tout. **APA YO MENM !**

N'est-il pas temps justement, "citoyens que nous sommes" en cette période électorale, de leur demander : **ola lajan la ka pasé ?**

Quand on sait que plus de **50.000 Fanm é Nonm Guadeloupe sont au chômage, que 70 000 vivent par le RMI, que 120 000 sont concernés par la CMU** et que près de **9000 sont embauchés à titre précaire en Contrat Aidé, que 15.000 logements sont déclarés**

insalubres, que 35.000 adultes sont interdits bancaires, que 25.000 travaillent à temps partiel et plus de 11.000 ne sont pas déclarés pour une population de 167.000 actifs, Yo dwètèt di nou... *ola tout lajan a enpo é taks nou ka payé ka pasé !!!*

An nou kontinyé fè yo dépalé !

Si aujourd'hui encore l'Etat et les Collectivités persistent à refuser à plus de 30.000 salariés du privé le bénéfice de 200 € de l'Accord BINO, si l'Etat soutient la hausse des prix, sous prétexte de liberté du commerce, si aucun des engagements concernant l'augmentation des minima sociaux, le plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes ne sont mis en place, sé davwa qu'ils entendent agir pour que nous Gwadeloupéyen tournions le dos à la lutte, à la contestation et au LKP.

NOU PEKE FE DEYE. Nous devons nous réclamer, nous devons persister à revendiquer cette G w a d l o u p combattante, fière et riche de son histoire assumée, clairvoyante pour son devenir débarrassée de l'exploitation capitaliste et colonialiste, grosse d'une révolution kont tout pwofitasyon.

Avec encore plus de détermination, jodila osi, nous UGTG déclarons : Sé nou Gwadeloupéyen kiké «dètòtyé Gwadeloup».

Et encore :

Le développement économique de la Guadeloupe comme fondement de l'équilibre social et de l'épanouissement des hommes

est un leurre s'il ne relève pas d'une stratégie politique révolutionnaire tendant à transformer les rapports sociaux, à rompre avec les liens coloniaux qui nous enchaînent à la France et à combattre les rapports de domination capitaliste.

Le dialogue social institutionnalisé, processus de dépossession et d'invalidation des Travailleurs, est contraire aux intérêts des larges masses et à l'impératif de transformation des rapports sociaux.

Par la poursuite de la conscientisation du Peuple de Guadeloupe, le renforcement des organisations de masse, le soutien que nous porterons aux luttes sociales, l'engagement des jeunes et des chômeurs avec leurs or-



ganisations dans la lutte, la qualité des solidarités internationales que nous mobiliserons, nous sommes capables de réinventer :

- un nouvel état d'esprit de nous-mêmes
- une nouvelle idée de la Guadeloupe
- un nouveau dessein de l'avenir

Nous soutenons, comme depuis Décembre 1973 que :

Le Peuple Guadeloupéen a droit à l'autodétermination ;

- **le droit de la Nation Guadeloupéenne à la pleine souveraineté et l'Indépendance Nationale est inaliénable ;**
- **les intérêts de la classe ouvrière, des producteurs et des créateurs Guadeloupéens ne seront préservés que par leur engagement dans la lutte.**

Nous soutenons que **seule la grève générale sur la base du programme d'action de la classe ouvrière et la désobéissance civile constituent des moyens fondamentaux qui imposeront à la France la négociation d'un dispositif de décolonisation et de développement économique et social dans l'intérêt du Peuple et des Travailleurs Guadeloupéens.**

Avec DELGRES – IGNACE – SOLITUDE....., la résistance à l'oppression est un droit naturel.

Dans un mouvement continu «**a Fòs, Balan é Kréyasyon**», nos actions arracheront

l'application de l'Accord BINO du 26 février et l'Accord du 04 Mars 2009.

Dans l'immédiat :

- **Refusons de laisser les politiciens «Bwa Bwa é manti a mantè» parler et agir en notre nom.**
- **Refusons le cirque électoral**
- **Que partout dans les villes les campagnes, les écoles, les associations, les entreprises, le Peuple de Guadeloupe impose ses revendications et aspirations pour une société plus juste et plus équitable.**

Ensemble dans la lutte, nous construirons nos moyens organisationnels qui assureront la satisfaction de nos revendications en ce moment de notre histoire, et notre véritable émancipation.

**AN NOU PWAN FÒS,
AN NOU BAY BALAN,
AN NOU KONTINYÉ BAY LA VWA**



25 novanm 2009

NOU KÉ DÉTOTYÉ GWADLOUP !

Partout dans les villes, les campagnes, les quartiers, les associations, les entreprises, nou ka rantré an rézistans pour notamment :

- L'application pleine et entière de l'ensemble des dispositions de l'Accord BINO ;
- L'application pleine et entière des dispositions du protocole du 04 mars 2009 ;
- La mise en place d'un véritable plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes ;
- L'arrêt des licenciements dans tous les secteurs d'activité ;
- L'ouverture des négociations sur les salaires, la formation, les conditions de travail dans toutes les branches professionnelles aboutissant à la signature de conventions collectives ou d'accords de branche ;
- L'arrêt de la répression antisyndicale ;
- La défense des terres agricoles et le développement de la production locale ;
- La sauvegarde des emplois dans le secteur des produits pétroliers, de la sécurité privée et des services bancaires ;
- La négociation d'un plan de santé publique privilégiant la prévention, l'éducation thérapeutique et la lutte effective contre les maladies cardio-vasculaires, le diabète, l'hypertension artérielle, le Sida...
- Le respect de l'ensemble des dispositions statutaires et réglementaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- L'organisation d'un Transport Public de Voyageurs efficace et le respect des droits des Transporteurs.

“CHIMEN A ÉLEKSYON JAN I TRASÉ-LA, PAKA MÉNÉ NOU PON KOTÉ. NOU KON BOUKÈT MARÉ ADAN ON PIKÈT, A CHAK VOT, NOU KA FÈ ON LANTOU A PIKÈT-LA, KOD LA KA RAKOUSI JIS LÈ I KÉ BOUT, É I KÉ TRANGLÉ-NOU”

“Somanbil” Sony RUPAIRE

**KABOUYA AWA...NOU PAKA PWI ANKO !
JOU NOU KÉ MÉTÉ A JOUNOU PÉKÉ VWÈ JOU !**